

# L'écologie, priorité politique portée disparue

par Stéphane Foucart

Chroniquer l'absence, ce n'est pas facile. La question environnementale a occupé exactement cinq des cent quatre-vingt-dix minutes de l'intervention d'Emmanuel Macron, mardi 13 mai sur TF1. Si ce n'est pas du vide, cela s'en rapproche de près, et remplir deux colonnes du *Monde* à partir d'un matériau aussi ténu semblait, à première vue, relever de la gageure. Il y a en réalité bien des choses à en dire.

En elle-même, la séquence ouverte vers 23 h 06 avec une question enregistrée du fondateur de l'association Banlieues Climat, Férès Barkat, appelle peu de commentaires. Le président a pu y réagir en s'adressant de multiples satisfecit sur l'exemplarité supposée des entreprises minières tricolores, sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre intérieures de la France, sur son engagement à protéger les grands fonds marins lors de la prochaine Conférence des nations unies sur l'océan.

Contrairement à bon nombre des autres thèmes abordés – la guerre, les retraites, le déficit, etc. –, la question environnementale n'a fait l'objet d'aucune confrontation de points de vue ou d'analyses, ni d'aucune critique à laquelle M. Macron aurait eu à répondre. Les questions ne manquaient pourtant pas : les politiques agricole et forestière qui consternent les scientifiques, le reflux de l'agriculture bio, l'abandon des objectifs de réduction d'usage des pesticides instaurés en 2008, le retour dans les champs de substances interdites, les pressions politiques sur les agences d'expertise, l'accélération de la destruction des paysages (mesurée en linéaire de haies arrachées chaque année), les cadeaux aux chasseurs, le recul de la protection de certaines espèces, l'augmentation de la population qui ne reçoit plus d'eau potable conforme à la réglementation, etc.

L'environnement est ainsi demeuré pour M. Macron ce qu'il n'a jamais cessé d'être depuis 2017. Mardi soir sur TF1, il est resté un matériau de communication, qui permet de lancer des slogans (« Make our planet great again », « Planter un milliard d'arbres en dix ans »), de convoquer des sommets internationaux scandés par de vibrantes déclarations ou de prendre des engagements suffisamment vagues pour que leur oubli ou leur révocation ne prête jamais trop à conséquence.

## ***Raisonnement circulaire***

« *La politique que je mènerai dans les cinq ans à venir sera écologique ou ne sera pas* », affirmait pourtant M. Macron il y a seulement trois ans, quelques jours avant le second tour de l'élection présidentielle. La question écologique est incontestablement importante, puisqu'elle devait structurer le quinquennat. Or, il est manifeste qu'elle a immédiatement disparu des

priorités. Ce qui était fondamental s'est brusquement évaporé. N'y avait-il pas matière à placer, dans l'espace ouvert par un tel hiatus, autre chose que cinq minutes de communication – c'est-à-dire de vide –, sur plus de trois heures d'émission ?

Interrogée, TF1 se défend de n'avoir pas traité le sujet puisque, « *sur les sept vidéos d'interpellation, l'une porte sur l'écologie* ». En outre, dit la chaîne, il y avait « *plus de 3 millions de téléspectateurs vers 23 h 06* », preuve d'une « *grande exposition* ». Il était pourtant prévu qu'il ne se dise à peu près rien, ce soir-là, sur l'écologie.

Avant l'émission, la chaîne avait mis en ligne un formulaire à l'attention des téléspectateurs, afin de recueillir leur évaluation de « *l'action d'Emmanuel Macron sur les sujets suivants* » : l'immigration illégale, l'action sur la scène internationale, les services publics, la protection des Français contre « les crises », le trafic de drogue, la réforme des retraites, le déficit et la dette. L'environnement ? Ce n'est pas un sujet.

La chaîne demande ensuite aux téléspectateurs de choisir, parmi ces thématiques, les priorités pour les deux années à venir. Ni le climat, ni la biodiversité, ni la santé publique ne sont dignes d'une case à cocher. Interrogée, TF1 fait valoir que sa consultation « *rejoint* » les inquiétudes exprimées par les Français dans un sondage commandé par la chaîne à l'IFOP. Ce sondage demandait aux personnes interrogées de classer par ordre de préoccupation : l'immigration clandestine, les tensions sur la scène internationale, les services publics, le risque terroriste, le trafic de drogue, les risques des écrans, le chômage et la dette. L'environnement ? Ça n'existe pas. La chaîne assure que le cadrage de l'enquête s'est fait en collaboration exclusive avec l'IFOP.

Il reste qu'en résumé, un sondage excluant l'environnement des sujets de préoccupation est utilisé pour justifier d'exclure l'environnement des questions posées aux téléspectateurs. La circularité du raisonnement atteint ici une sorte de perfection. Pour mémoire, l'enquête « *Fractures françaises* », réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, indiquait, en décembre 2024, que la protection de l'environnement comptait au deuxième rang des préoccupations des Français (23 %), derrière le pouvoir d'achat (38 %), mais devant la délinquance (22 %), l'immigration (21 %), le système de santé (19 %), les inégalités sociales (13 %), la dette (13 %), etc.

Au total, l'émission du 13 mai montre sans ambiguïté que la disparition de l'écologie de la conversation publique n'est pas une fatalité. Cette absence procède d'une construction et d'un trucage, délibéré ou non, du débat démocratique. Elle tend à la société un miroir déformant, car ce sur quoi on n'interroge pas le chef de l'Etat ne saurait revêtir d'importance ; elle a aussi un pouvoir désinhibant sur les élus et les responsables politiques. Quelque décision insensée qu'ils puissent prendre sur l'environnement ou la santé, ils savent qu'ils n'auront pas à en répondre.